

(N° 31.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1920.

Projet de loi

concernant l'enregistrement de certains actes et contenant des dispositions temporaires en matière de cotisation et de prescription (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

I.

Le 24 octobre 1919, le Parlement assujétissait au droit d'enregistrement de 2.70 p. c. certaines ventes publiques de marchandises, qui se trouvaient jusqu'alors exemptées aux termes de la loi du 5 juillet 1860, complétée par celle du 24 décembre 1906.

Le projet de loi qui vous est soumis tend à revenir au régime ancien, celui de l'exemption : les motifs invoqués à l'appui de cette abrogation sont parfaitement justifiés. Ce n'est que lors de l'application de certaines mesures fiscales qu'il est souvent possible d'apprécier leurs conséquences d'incidence et de répercussion. Certaines matières qui paraissent susceptibles de perception disparaissent lorsqu'on croit pouvoir les atteindre sans inconvénients ni possibilité d'évasion. L'assujétissement à la formalité d'enregistrement des ventes de marchandises, qui fournissent au marché d'Anvers des éléments importants de sa prospérité, aurait eu en réalité pour résultat de frapper celles-ci d'une sorte de surtaxe susceptible de les écarter vers d'autres ports.

On ne peut que féliciter l'Administration de ne pas prolonger davantage une expérience qui aurait pu être ruineuse.

II.

La disposition relative à la liquidation des droits sur les ventes publiques d'immeubles est d'ordre purement administratif.

Elle ne soulève aucune remarque particulière.

(1) Projet de loi, n° 24.

(2) La Commission, présidée par M. Mathieu, était composée de MM. De Bue, Glorie, Janson, Mechelynck, Van Cauwenbergh, Wauwermans.

A l'occasion de l'examen de cette disposition, un membre a toutefois formulé des observations d'ordre général auxquelles la Commission se rallie à l'unanimité.

« Le projet de loi, a-t-il signalé, a pour but d'arrondir les angles un peu aigus des dernières lois d'impôts ; il n'est pas permis de présenter des amendements n'ayant pas trait directement à l'objet précis du projet.

» Cependant, il n'est pas inutile de signaler au gouvernement quelques difficultés qui se présenteront sans le moindre doute à la première application des nouvelles lois de timbre, d'enregistrement, et des droits de succession.

» Il importe que l'esprit de fraude qui régnait, il faut l'avouer, disparaisse et fasse place à la sincérité.

» Mais ne faut-il pas faciliter cette transition par des mesures d'encouragement ?

Ainsi : I. Pour le droit de timbre sur les obligations sous seing privé, quittances, etc., à porter et constater aux inventaires, ne serait-il pas sage d'accorder aux intéressés un délai limité, pendant lequel ils pourraient, sans encourir une amende, faire viser pour timbrer leurs reconnaissances non timbrées ? Cela s'est fait pour le droit d'enregistrement des baux et on s'en est bien trouvé.

II. Pour les droits de successions, les contribuables se trouvant encore sous la menace de pénalités non prescrites, ne pourraient-ils être admis à faire des déclarations supplémentaires, dans un délai donné, sans encourir des pénalités ? Au cas où ils deviendraient sincères pour des déclarations futures avant l'expiration du délai de prescription, ils se verraient immédiatement exposés à des investigations sur l'origine de leur avoir ; pour éviter ces pénalités ne choisiront-ils pas la voie de persister dans la fraude ?

Les amendes ne sont pas une source sérieuse de revenus pour l'État. Au contraire, tout ce qui encourage à entrer dans la voie de la sincérité est favorable aux intérêts du trésor. »

III.

La seconde partie du projet de loi a pour but de régler la matière des prescriptions. L'État est dans la double position de débiteur et de créancier : Si l'on ne peut renoncer à une prescription non atteinte, rien n'empêche que l'on interrompe ou que l'on prolonge le cours d'une prescription ; si l'on ne peut d'avance renoncer à la prescription, on peut renoncer à la prescription acquise. Le fisc débiteur admet le principe — qui consacré d'ailleurs par l'arrêté du 26 octobre 1914 ne paraît pas sérieusement contestable — qu'il n'a pu trouver une cause de libération dans l'impossibilité où ont été ses créanciers de lui réclamer leurs créances. Il consent de nouveaux délais pour leurs réclamations. D'autre part, il demande la réciprocité aux contribuables.

Les courtes prescriptions en matière fiscale sont basées sur ce que les agents du fisc peuvent être considérés comme étant en faute lorsqu'ils commettent des omissions ou des insuffisances de perception sur les actes qui leur sont soumis, lorsqu'ils négligent de réclamer ou de poursuivre le recou-

virement des droits de l'État. Les contribuables ne peuvent être maintenus pendant un trop long temps, dans l'incertitude, au sujet des créances que le fisc est en droit de poursuivre contre eux : Nos courtes prescriptions ont pour but d'assurer la stabilité des revenus publics et d'éviter les troubles que des restitutions tardives pourraient organiser dans les services du budget. Ces motifs cessent d'être de circonstance dans les circonstances actuelles, alors que les services de l'administration ont été désorganisés par le fait de l'occupation prolongée et qu'ils se trouvent surchargés par des devoirs nouveaux et considérables résultant de l'application des lois fiscales nouvelles.

Les actions, droits et créances soit au profit de l'État ou de ses agents responsables, soit contre l'État, sont donc soustraites à la prescription ou à la déchéance qui aurait pu les atteindre le 31 décembre 1918, et des nouveaux délais sont accordés pour leur exercice. Les mêmes dispositions sont applicables aux taxes et impositions des provinces et des communes.

Si des circonstances exceptionnelles justifient ces mesures, le projet de loi invoque encore que la prolongation du délai de réclamation accordé aux agents du fisc leur permettra de se montrer moins rigoureux vis-à-vis des contribuables retardataires.

La Commission spéciale insiste pour qu'il en soit ainsi.

Dans de trop nombreux cas, des belges rentrant dans leurs foyers, des militaires démobilisés, se trouvent en présence d'un arriéré de contributions considérables dont les termes stricts des lois en vigueur ne permettent pas la remise et n'ont pas éprouvé le bénéfice des intentions bienveillantes formulées à maintes reprises par l'honorable Ministre des Finances. C'est sinon la ruine, au moins la gêne la plus pénible pour un très grand nombre. Il a même été assuré — qu'en suite d'instructions évidemment mal interprétées — certains contribuables, débiteurs de contributions foncière, personnelle, ou patente, alors qu'ils n'ont même pas reçu avis de cotisations, ou sont en instances de remises, se seraient vu refuser des passeports pour des voyages d'affaires à l'étranger, que des administrations communales auraient refusé de délivrer des certificats de moralité non seulement aux contribuables qui ont été forcés de solliciter des termes et délais de paiement, mais même à leurs femmes et enfants.

Plus que jamais une extrême modération s'impose vis-à-vis des contribuables, qui pour la plupart n'ont pas la possibilité de réclamer des indemnités de vie chère, d'augmentations de salaires ou d'appointements qui pour la grande masse constituent la classe moyenne au concours de laquelle on ne cesse de faire appel pour consentir de nouveaux efforts.

* * *

La loi nouvelle était destinée à entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 1920. L'article 8 avait cette portée d'abroger les délais de mise à exécution.

Ce texte devra actuellement être interprété avec une autre signification — celle d'un effet rétroactif à donner à la loi : Si des prescriptions ont été acquises entre le 1^{er} janvier 1920 et la date d'entrée en vigueur de la loi, elles devront être réputées non acquises. Mais il paraît que cette rétroactivité ne

peut s'appliquer qu'aux articles 3 et suivants de la loi sous peine d'entraîner des remboursements sur le pied de l'article 1^{er} ou des rectifications ou redressements en vertu de l'article 2.

Pour préciser cette partie de l'exercice 8, la Commission vous propose de libeller comme suit l'

ART. 8.

Pour l'application des articles 3 et suivants, la présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 8.

Voor de toepassing van de artikelen 3 en volgende is deze wet verbindend vanaf 1 Januari 1920.

Et d'ajouter une disposition finale ainsi conçue formant :

ART. 9.

La présente loi sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*.

ART. 9.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking in het *Staatsblad*.

Le Président,

MATHIEU.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

(N^o 34.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1919.

Wetsontwerp

betreffende de registratie van zekere akten en houdende tijdelijke bepalingen in zake aanslag en verjaring ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

I.

Op 24 October 1919 onderwierp het Parlement aan het registratierecht van 2.70 t. h. sommige veilingen van koopwaren, welke krachtens de wet van 5 Juli 1860, aangevuld door die van 24 December 1906, tot dan toe daarvan waren vrijgesteld.

Het onderhavige wetsontwerp strekt er toe, tot de vroegere regeling, tot de vrijstelling terug te keeren : de daartoe aangevoerde beweegredenen zijn volkomen gerechtvaardigd. Slechts wanneer sommige fiscale maatregelen toegepast worden, kan men dikwijls hunne gevolgen van drukkigh en terugslag nagaan. Sommige stoffen, welke schijnen te kunnen belast worden, verdwijnen op het oogenblik dat men denkt ze te kunnen treffen zonder bezwaar noch mogelijke ontduiking. Door de veilingen van koopwaren, die in hooge mate bijdragen tot den voorspoed van de Antwerpsche markt, te onderwerpen aan de formaliteit van registratie, zou men eigenlijk er toe gekomen zijn, daarop een soort van bijkomende heffing te vestigen, welke ten gevolge kon hebben ze aan Antwerpen te onttrekken ten bate van andere havens.

Het Beheer verdient allen lof, omdat het niet langer eene proefneming doet duren, welke eene ramp had kunnen worden.

(1) Wetsontwerp, n^o 26.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Mathieu, bestond uit de heeren De Bue, Glorie, Janson, Mechelynck, Van Cauwenbergh, Wauwermans.

II.

De bepaling betreffende de uitkeering van de rechten op de veilingen van onroerende goederen is een loutere bestuursmaatregel.

Zij geeft geen aanleiding tot eenige bijzondere aanmerking.

* * *

Bij de behandeling dezer bepaling bracht echter een lid opmerkingen van algemeenen aard in 't midden, waarmede de Commissie eenparig hare instemming betuigde.

« Het wetsontwerp, zoo deed hij opmerken, heeft ten doel de hoekpunten van de jongste belastingwetten eenigzins af te ronden; het is niet toegelaten amendementen in te dienen, welke op het bepaald voorwerp van het wetsontwerp niet rechtstreeks betrekking hebben.

» Het is echter niet zonder nut, aan de Regeering eenige bezwaren aan te wijzen, welke zich onbetwistbaar zullen voordoen bij de eerste toepassing van de nieuwe wetten op de zegel-, registratie- en successierechten.

» De geest van ontdruiking, die werkelijk heerschte, dient te verdwijnen en voor de oprechtheid plaats te maken.

» Moet men echter dezen overgang niet vergemakkelijken door middelen van aanmoediging? Alzoo :

» I. Voór het zegelrecht op de onderhandsche verbintenissen, kwijtbrieven, enz., welke in de inventarissen moeten opgenomen en vastgesteld worden, zou het wellicht goed zijn, aan de belanghebbenden een beperkten termijn toe te staan, binnen welken zij, zonder zich aan eene boete bloot te stellen, hunne op ongezegeld papier geschreven schuldbekentenissen aan het visa voor zegel kunnen onderwerpen. Dit werd gedaan voor het registratierecht der huurovereenkomsten en men heeft er zich goed mede bevonden.

» II. Voor de successierechten zou aan de belastingplichtigen, die nog met niet verjaarde boeten bedreigd zijn, kunnen toegelaten worden, binnen een bepaalden termijn bijkomende aangiften te doen zonder zich aan boeten bloot te stellen. Ingeval zij rechtzinnig zouden worden bij latere aangiften vóór het verstrijken van den verjaringstermijn, zouden zij dadelijk blootstaan aan opsporingen over de herkomst van hun vermogen; zullen zij dan niet, ten einde deze boeten te ontwijken, in het bedrog volharden?

» De boeten zijn geen rijke bron van inkomsten voor den Staat. Daaren tegen, al wat aanzet om met oprechtheid te handelen, bevordert de belangen der Schatkist. »

III.

Het tweede gedeelte van het wetsontwerp heeft ten doel, de verjaring te regelen. De Staat is én schuldeischer én schuldenaar : Kan men van eene nog niet bereikte verjaring niet afzien, zoo belet toch niets den loop van eene verjaring te onderbreken of te verlengen; kan men van eene verjaring

niet vooraf afzien, zoo kan men wel van eene verkregen verjaring afzien. De fiscus, die schuldenaar is, aanvaardt het beginsel, gehuldigd ten andere door het besluit van 26 October 1914 en niet ernstig te betwysten, dat de onmogelijkheid, waarin zijne schuldeischers verkeerden om hunne schuldvorderingen te eischen, voor hem niet kon gelden als eene reden van ontlasting. Hij verleent nieuwe termijnen voor de indiening van hunne eischen. Anderzijds vraagt hij dat de belastingplichtigen op gelijke wijze tegenover hem zouden handelen.

De korte verjaringen in fiscale zaken zijn hierop gegrond, dat de beambten van den fiscus kunnen worden aangezien als zijnde in gebreke, wanneer zij iets vergeten of ontoereikende heffingen doen op de hun voorgelegde akten, wanneer zij de invordering der rechten ten bate van den Staat verwaarloozen te eischen of te vervolgen. De belastingplichtigen mogen niet te langen tijd in de onzekerheid worden gelaten betreffende de schuldvorderingen welke de fiscus gerechtigd is van hen te eischen. Onze korte verjaringen hebben ten doel, de vastheid van de openbare inkomsten te verzekeren en de storingen te vermijden, welke de laattijdige teruggaven zouden kunnen teweegbrengen in de diensten der begrooting. Deze beweegredenen missen in de huidige omstandigheden allen grond, daar de diensten van het Beheer ontredderd werden wegens de langdurende bezetting en daar zij overladen zijn met nieuwe en aanzienlijke werkzaamheden ten gevolge van de toepassing der nieuwe fiscale wetten.

De rechtsvorderingen, rechten en schuldvorderingen hetzij ten bate van den Staat of van zijne verantwoordelijke beambten, hetzij tegen den Staat, werden dus onttrokken aan de verjaring of aan het verval dat hen op 31 December 1918 had kunnen treffen, en nieuwe termijnen worden toegestaan om ze te doen gelden. Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op de provinciale en gemeentelijke heffingen en belastingen.

Indien uitzonderlijke omstandigheden deze maatregelen wettigen, dan wordt door het wetsontwerp nog gezegd dat de verlenging van den termijn tot invordering, verleend aan de ambtenaren van den fiscus, hun zal toelaten minder streng op te treden tegenover de belastingplichtigen die hunne belastingen niet hebben betaald.

De Bijzondere Commissie dringt aan, opdat het aldus geschiede. Al te vaak komt het voor, dat Belgen, die terugkeeren in hunne woning, dat gedemobiliseerde militairen een aanzienlijken achterstand van belastingen te betalen hebben, welke krachtens de strenge bepalingen der bestaande wetten niet kunnen kwijtgescholden worden en waarvoor niet gelden de welwillende inzichten, waaraan de Minister van Financiën herhaaldelijk uiting gaf. Voor velen zou dit zooniet den ondergang, dan toch eene zeer nijpende ellende ten gevolge hebben. Er werd zelfs gezegd dat, ten gevolge van klaarblijkelijk verkeerd begrepen onderrichtingen, zekere belastingplichtigen, die grondbelastingen, personeele belastingen of patentrechten verschuldigd zijn, wanneer zij geen kennis kregen van den aanslag of kwijtschelding hebben aangevraagd, geen reispassen zouden bekomen hebben om zich voor hun zaken buitenslands te begeven, dat gemeentebesturen

zouden geweigerd hebben bewijsschriften van goed zedelijk gedrag af te leveren niet alleen aan de belastingplichtigen, die gedwongen waren uitstel van betaling aan te vragen, maar zelfs aan hunne vrouw en kinderen.

Meer dan ooit dient men met een uiterste gematigdheid te werk te gaan tegenover belastingplichtigen, wien het meestal niet mogelijk is duurtebijlagen en verhoogingen van loon of van wedden te eischen, en die voor het grootste deel behooren tot den middenstand, welken men steeds verzoekt zich nieuwe opofferingen te getroosten.

*
* *
*

De nieuwe wet was bestemd om in werking te treden vóór 1 Januari 1920. Artikel 8 had ten gevolge dat de termijnen van inwerkingtreding werden verkort.

Aan dezen tekst moet thans eene andere beteekenis worden gehecht, namelijk dat aan de wet terugwerkende kracht moet worden toegekend. Zoo verjaringen werden verkregen tusschen 1 Januari 1920 en den datum van het in werking treden der wet, dan zullen deze moeten geacht worden niet te zijn verkregen. Het schijnt echter dat deze terugwerkende kracht enkel kan toegepast worden op de artikelen 3 en volgende der wet; zoo niet, zou zij leiden tot terugbetalingen volgens artikel 4 of tot terechtwijzingen en verbeteringen krachtens artikel 2.

Om deze beteekenis van artikel 8 nader te bepalen, stelt de Commissie voor, het artikel te doen duiden :

ART. 8.

Pour l'application des articles 3 et suivants, la présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 8.

Vóór de toepassing van de artikelen 3 en volgende is deze wet verbindend vanaf 1 Januari 1920.

Tevens stelt de Commissie voor, eene slotbepaling (artikel 9) toe te voegen, luidende :

ART. 9.

La présente loi sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*.

ART. 9.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking in het *Staatsblad*.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

MATHIEU

